

La direction de l'ENSAD fait-elle vraiment "bouger les lignes" en terme de racisme ?

Communiqué du Massicot, union syndicale des étudiant·es en école de création

13 octobre 2022

Il y a quelques jours, Le Monde Afrique a publié un article intitulé « On nous dit que c'est un truc de Blanc » : ces étudiants africains qui cherchent leur place dans les écoles d'art. Nous avons été interpellé·es par le paragraphe suivant :

Emmanuel Tibloux est de ceux qui, par petites touches, font bouger les lignes. Le patron de l'Ensad a récemment créé un poste d'études postcoloniales et décoloniales au sein du collège « Histoire, théorie, critique ». Pour élargir le spectre social et géographique des étudiants, il a développé l'an dernier avec les Ateliers Médicis, à Clichy-Montfermeil, une école d'un genre nouveau, La Renverse, destinée aux jeunes de Seine-Saint-Denis. Sur quinze élèves inscrits en 2021, douze étaient d'origine africaine, pour moitié du Maghreb. *« On a beaucoup à apprendre des étudiants africains, insiste Emmanuel Tibloux. Ils apportent à notre école une logique de pensée qui n'est pas basée sur l'innovation, mais sur l'artisanat et la réparation. »*

Nous aurions aimé développer les biais racistes qu'expose selon nous cette citation, mais nous sommes surtout surpris de voir le directeur des Arts Déco de Paris ainsi dépeint comme une figure engagée contre le racisme dans les écoles d'art.

En effet, le Massicot a été contacté en juin 2022 par des étudiant·es de l'ENSAD. D'après leurs récits, lorsqu'ils témoignent et s'organisent contre le racisme qu'ils vivent au sein de l'école, la direction semble tout à coup avoir moins envie de "faire bouger les lignes".

Au cours de l'année scolaire 2021-2022, des étudiant·es, victimes et témoins d'actes racistes et ce dès leur première année, essayent d'engager un dialogue avec la direction afin de trouver des solutions. D'après les récits d'entretiens entre les dits étudiant·es et la direction qui nous sont parvenus, cette dernière ne s'est pas gênée pour employer nombre d'arguments tous plus aberrants les uns que les autres : on leur parle de victimisation, on leur dit qu'ils ont déjà bien de la chance d'être dans cette école et qu'ils peuvent partir s'ils ne s'y plaisent pas.

En réponse à ces premiers entretiens, ces mêmes étudiant·es décident de monter ce qu'ils choisissent d'appeler des *safe places* : des espaces de discussion et de soutien ouvert à toutes et tous pour parler de racisme.

Dans ces espaces, ils veulent échanger et récolter des témoignages pour montrer à la direction l'impact sur leur santé mentale d'un climat hostile aux étudiant·es racisé·es et étranger·es. Ils y récoltent une trentaine de témoignages qui sont anonymisés et transmis à la direction, et organisent ensuite un atelier d'affiches anti-racistes.

D'après le récit qui nous a été rapporté, la réaction à ces nombreux témoignages est loin de celle attendue. Au lieu de s'inquiéter pour le bien-être des étudiant·es, la direction semble ne pas avoir pris au sérieux tous ces témoignages. Elle est allé jusqu'à convoquer un·e étudiant·e pour lui demander d'arrêter d'utiliser l'expression "*safe place*", dérangée qu'elle implique que l'ENSAD ne soit pas un lieu *safe*. La direction semble préférer mettre le problème sous le tapis plutôt que de le résoudre.

Comme si cela ne suffisait pas, les étudiant·es à l'initiative de ces *safe places* sont ensuite convoqué·es à deux entretiens avec la direction. Par deux fois, leurs interlocuteur·ices minimisent la violence des faits rapportés. Ils accusent les étudiant·es de victimisation, leur rappellent que d'autres aimeraient beaucoup être à leur place et sous entendent que les témoignages pourraient n'être que des mensonges

La direction semble aussi utiliser une méthode classique pour balayer ces témoignages : s'appuyer sur l'impossibilité de les qualifier juridiquement de racisme. La direction de l'ENSAD pense-t-elle que c'est à elle de dicter aux personnes subissant le racisme ce qu'elles vivent et la manière dont elles doivent lutter contre ? Quiconque s'intéresse sérieusement au combat antiraciste et au cadre juridique français sais bien qu'il est très restrictif et ne permet pas de saisir avec finesse les situations de racisme. On peut d'ailleurs douter que la réaction de l'école aurait vraiment changé si les témoignages permettaient de retenir un caractère raciste.

Un établissement public n'est pas un tribunal, il dispose d'un large panel d'actions à mettre en place qui ne nécessitent pas telle ou telle qualification juridique. Face à ces dizaines de témoignages, on aurait pu s'attendre à la mise en place de formations, de sensibilisation ou d'accompagnement psychologique des étudiant·es victimes. Il n'en a rien été.

Et l'histoire ne s'arrête pas là ! En juin 2022, trois des étudiant·es à l'initiative des *safe places* sont convoqué·es à nouveau par le directeur des études. Ils apprennent brutalement que leur scolarité à l'ENSAD prend fin. Un manque d'assiduité et de crédits ECTS est invoqué pour justifier cette exclusion, alors que d'autres étudiant·es moins assidus ou n'ayant pas non plus validé tous leurs crédits ne semblent pas avoir été convoqué·es. Alors que le règlement intérieur mentionne la possibilité de redoubler ou de passer des rattrapages, cela ne leur est d'abord même pas proposé, puis leur est officiellement refusé quand les étudiant·es en font la remarque. Pire, d'après les témoignages que nous avons rassemblés, on leur aurait expliqué que cette décision était prise pour leur bien car l'école ne leur conviendrait pas. Les rendez-vous que les étudiant·es ont sollicités pour parler de leur mal-être face au racisme vécu dans l'école auraient été utilisés comme preuves de cette supposée incompatibilité.

Intervenues à la fin du mois de juin, ces exclusions laissent les trois étudiant·es sans possibilités de candidater dans d'autres écoles d'art. Plus grave encore, cette décision met en danger l'un·e d'entre eux dont le visa dépendait du statut étudiant, en oblige un·e autre à quitter sa résidence universitaire en urgence et ne leur permet plus de recevoir leur bourse d'étude, pourtant essentielle. Comment continuer à justifier qu'une telle décision a été prise pour leur bien ? L'antiracisme académique qui s'arrête à un qualificatif juridique et une chaire de recherche ne vaut rien si il ne prend pas en compte les conditions matérielles. Dans un contexte où la précarité étudiante explose, où l'accès au logement pour les étudiant·es est toujours plus difficile et où tout est fait pour contraindre l'accès à l'enseignement supérieur français aux étudiant·es africain·es, on ne peut simplement pas prendre une telle décision et être présenté comme antiraciste.

Si les faits que l'on nous a relatés sont exacts, il est clair pour le Massicot que la direction n'a pas apporté de réponses à ces étudiant·es, qui ont pourtant multiplié les demandes d'aide et les témoignages de situations de racisme dans leur école.

En plus de ces témoignages, iels ont cherché à proposer des solutions, comme par exemples la mise en place de formations sur le racisme pour les professeur·es et personnels. Ces initiatives, comme la mise en place des *safe places*, ont été systématiquement rejetées.

Ce dernier exemple, comme le reste, témoigne des nombreuses tactiques mises en place pour empêcher toute remise en question du fonctionnement de l'école à la simple évocation du mot "racisme". S'il est heureux de mettre en place un poste d'études postcoloniales et décoloniales à l'ENSAD, il serait encore mieux de s'intéresser sincèrement à ces travaux, et de comprendre comment les structures de pouvoir participent à reproduire les mécanismes racistes de notre société.

Nous remettons donc en question le portrait qui est fait de l'ENSAD et de sa direction dans l'article du Monde. Au vu des combats et du travail qui reste à mener dans cette école – comme dans d'autres – les présenter en alliées du mouvement antiraciste est au mieux une erreur, au pire un mensonge.

Le Massicot tient à réaffirmer publiquement son soutien aux étudiant·es victimes du traitement abject que l'ENSAD semble leur avoir réservé, ainsi qu'à toutes les étudiant·es faisant face aux climats hostiles et discriminants qui les poussent hors de leurs écoles. Notre organisation se tient à la disposition de toutes les potentielles victimes pour tenter de les accompagner et de se mobiliser pour mettre fin à ce climat.

Au-delà de l'ENSAD, cet exemple nous montre que nous ne pouvons pas attendre de nos seules institutions qu'elles se saisissent de ces problèmes. En réaction, nous devons nous organiser, entre étudiant·es, entre personnes qui vivent le racisme, à l'image des groupes de discussion des étudiant·es racisé·es de l'ENSAD. C'est grâce à cela que nous ferons entendre nos contre-discours et que nous les imposerons à nos institutions.

Nous soutenons donc la multiplication des témoignages, des collectifs, des groupes de parole ou de tout autre moyen de tisser des liens de solidarité entre celles et ceux qui sont victimes d'oppressions pour faire entendre leur parole et faire changer les choses. C'est à cette condition que nous mettrons en déroute les mécanismes d'oppression et de domination dans nos écoles, dans l'ensemble de l'enseignement supérieur, et dans toute la société !